

CRIME FINANCIER

L'intelligence contre le crime financier : exemples du monde

La criminalité économique et financière est un défi persistant. L'expansion massive de ce type de crime, et de la corruption qui en découle, montre la nécessité de continuer à identifier les causes précises qui les sous-tendent, pour pouvoir adopter une stratégie de lutte efficace. Après la diffusion de données sur le QI (quotient intellectuel) au niveau mondial, des travaux de recherche ont montré que le « niveau d'intelligence » des citoyens d'un pays est lié au respect de la loi, à la qualité institutionnelle, à une plus grande liberté économique, et à un vote plus éclairé. Ainsi, Dr Monica Achim, chercheuse en analyse financière, et son équipe de l'Université de Babes-Bolyai (Roumanie), ont proposé l'hypothèse que la présence de crime économique et financier serait influencée par l'intelligence d'un pays, puisque des citoyens « éclairés » seraient plus à même de comprendre les effets néfastes de ce type de crimes, et d'accepter les politiques de lutte (voire d'y participer, en intégrant des services désignés).

Lien entre intelligence et criminalité (financière)

Des études antérieures ont montré que le QI était un déterminant du comportement : plus le QI moyen d'un groupe de personnes est élevé, moins ce groupe est susceptible d'adopter des comportements « antisociaux » (c'est-à-dire, qui vont à l'encontre de l'ordre social). Cela va de pair avec différents effets, tels que l'augmentation de la morale, le fait de vouloir plus éviter le risque, ou encore un plus grand niveau de patience, une meilleure compréhension et un meilleur respect de la loi et de son rôle ; ces facteurs étant tous liés à l'intelligence. On pourrait donc imaginer que, dans un pays, plus la population a accès à l'éducation, et a des niveaux de compréhension et de pensée critique élevés, moins des comportements de crime économique, crime financier, et corruption, devraient se développer.

D'un autre côté, plusieurs recherches soulignent que les crimes économiques nécessitent un haut niveau de connaissances, et une certaine spécialisation des savoirs. Ainsi, des « entrepreneurs » intelligents et formés pourraient plus facilement inventer des nouvelles formes de criminalité et de cybercriminalité en col blanc (fraude fiscale, blanchiment...). Toutefois,

cette intelligence s'observe à un niveau individuel (une personne bien particulière, avec des compétences précises), et non à la population en général. Ce type de profil pourrait donc parfaitement se développer, ou immigrer, dans des pays à niveau de criminalité plus élevé.

Objectif de l'étude

Le but de cette étude était d'investiguer plus précisément cette question, pour comprendre mieux le lien entre intelligence et crime financier. Les scientifiques avaient pour hypothèse que dans les pays les plus développés, où la population a un meilleur accès à l'éducation, et un gouvernement plus transparent (donc, dans les pays avec un niveau d'intelligence « scolaire » plus élevée), la criminalité économique serait moindre.

Méthode

Pour mesurer le niveau de crimes économiques de chaque pays, les chercheuses ont utilisé un indice de criminalité économique et financière, l'indice CSB, basé sur trois dimensions :

- **Corruption (C)** : mesurée via l'indice de corruption de la *Transparency International*
- **Économie souterraine (S)** : mesurée comme % du PIB du pays
- **Blanchiment (B)** : mesuré via le *Basel AML index* (risques de blanchiment / financement du terrorisme).

Cet indice CSB est un chiffre compris entre 0 (= aucune criminalité) et 100% (= criminalité totale).

Pour mesurer le niveau d'intelligence de la population de chaque pays, les chercheuses se sont basées sur les données de « QI moyen », issus de différentes enquêtes réalisés par les gouvernements. Le QI est considéré comme un indicateur global des capacités intellectuelles, fortement corrélé au niveau d'éducation. De plus, différentes variables d'intérêt ont également été mesurées : développement économique (PIB par habitant), qualité de la gouvernance (politique, état de droit, qualité de la régulation), pression fiscale (poids total des impôts et taxes), développement bancaire et financier du pays, qualité des audits et des investigations.

Résultats

Ce tableau résume les 10 pays avec le plus petit et le plus grand indice CSB. Les analyses statistiques ont révélé une corrélation négative importante entre le CSB et le QI moyen mesuré dans le pays : plus le niveau d'intelligence moyenne est élevé, plus le niveau de crime économique est bas.

De plus, les variables d'intérêt ont un rôle important à jouer, en fonction du niveau de revenu des pays. Dans les pays à revenu élevé, l'état de droit et le développement bancaire réduisent le CSB, mais la liberté fiscale (diminution de la pression fiscale) l'augmente. Dans les pays à revenu faible et moyen, le développement économique, la qualité de la gouvernance, et la qualité des audits, réduisent le CSB.

Finlande	8,8 %	Paraguay	67,5 %
Nouvelle-Zélande	12,1 %	Guinée-Bissau	68,4 %
Suède	13,4 %	Tanzanie	68,8 %
Norvège	14,1 %	Angola	69,5 %
Danemark	14,8 %	Bolivie	72,1 %
Islande	17,4 %	Nigeria	75,6 %
Royaume-Uni	18,4 %	Tadjikistan	75,8 %
Singapour	18,5 %	Zimbabwe	75,9 %
Pays-Bas	18,6 %	Haïti	80,1 %
Australie	18,6 %	Cambodge	81,3 %

Conclusion

Le niveau d'intelligence de la population (apporté par l'accès à l'éducation) influence les crimes économiques. Globalement, l'intelligence favorise la conformité à la loi. Mais dans tous les pays, des individus « détachés » peuvent mettre leur intelligence au service du crime. Les politiques publiques doivent s'adapter à ces connaissances pour prévenir efficacement la criminalité financière.

Cet article est basé sur : Monica Achim, et al. (2024). *The impact of intelligence on economic and financial crime: A cross-country study. The Singapore Economic Review*, 69(08), 2521-2554. DOI: 10.1142/S0217590820500782. Licensed under CC BY 4.0.